

Droit de réponse

«Il est pour le moins surprenant, au moment où l'Algérie parmi les pays ayant connu la tourmente a réussi le pari de la stabilité institutionnelle, corollaire d'un véritable Etat de droit, qu'un justiciable apprenne son implication, voire son inculpation dans le cadre d'une importante procédure pénale par la presse.

Il est d'autant plus étonnant que ce même justiciable, investisseur étranger de surcroît, sans prendre connaissance du dossier judiciaire qui le concerne pour ne pas avoir été convoqué et entendu régulièrement, puisse incidemment en connaître par le détail et par la presse, l'avancement, voire même les subtilités des mises en examen concernant les prévenus et/ou accusés.

L'article en question, loin d'être isolé, semble faire partie en réalité d'une véritable campagne sciemment et savamment orchestrée, non pas seulement pour nuire à la personne de monsieur Ghaith Rachad Pharaon, mais surtout dans le but inavoué de saboter ou saborder toute tentative de ce grand pays de s'ouvrir au développement en mobilisant toutes les capacités qu'il recèle.

A ce titre, l'affaire IBC est un cas révélateur, c'est pourquoi, pour mettre à nu cette machination, pour rétablir la vérité et éclairer l'opinion publique ainsi que toute personne intéressée par ce dossier, la présente mise au point s'impose.

Avant toute chose, il est nécessaire de rappeler que dans le cadre de la procédure pénale objet de cet article, Monsieur Pharaon n'a jamais été régulièrement convoqué par la justice algérienne, il n'a appris son implication dans le dossier concernant la société Cnan que par la presse.

Il est également important de signaler que Monsieur Pharaon n'a jamais été concerné personnellement par le partenariat avec la Cnan, et encore moins par le contentieux de cette dernière avec la société CTI ou la société Pharaon dont il n'est même pas actionnaire.

Concernant la relation de la Cnan avec ces deux sociétés, il s'impose de signaler que ce partenariat a été la conséquence des orientations de l'Etat algérien par les résolutions du Conseil des participations de l'Etat en date du 20 octobre 2003 en perspective d'une restructuration du domaine du transport maritime par l'incitation au partenariat afin de fournir tant au marché local qu'au marché international des prestations de qualité, et des résolutions du 16 septembre 2006 ainsi que du 4 avril 2007, par la mise en œuvre desquelles fut créée la société IBC, comme filiale du groupe Cnan d'abord et comme société mixte par la cession par ce dernier de 51% de ses actions, à la société CTI à concurrence de 24,5 % la société Pharaon à concurrence de 24,5 % et Monsieur Laradji pour 2%.

Le capital de cette société a été fixé après évaluation d'un

commissaire aux apports désigné par la justice à 1.285.284.000 DA, soit la contre-valeur de 18.200.000 USD.

Ne disposant pas d'une organisation de structure de gestion lors de sa création, la nouvelle société n'était pas en mesure d'assurer la prise en charge technique et commerciale d'une flotte composée de huit navires, dont elle confia cinq en état de navigabilité en affrètement régulier à la société LEADARROW.

En exécution des résolutions du CPE, un contrat de cession d'action de l'EPE IBC filiale de Cnan a été conclu au profit des partenaires ci-dessus pour un montant de 9.282.000 USD représentant 51% du capital social.

Il est utile de préciser que ce capital a été entièrement libéré par toutes les parties.

La direction de la société IBC fut confiée totalement à la Cnan, qui désigna le président du conseil d'administration ainsi que le directeur général.

Par ailleurs, les bénéficiaires de la cession d'action devaient également avancer la prise en charge de la réparation et de la certification des navires immobilisés pour un montant approximativement déterminé à 5 millions de dollars.

Cette estimation s'avéra malheureusement insuffisante ; le montant réel des réparations avancées en grande partie par les sociétés CTI et Pharaon fut plus important mais a immédiatement été contesté par la direction nouvellement installée à la tête de Cnan, cette dernière s'opposa à tout paiement en remboursement des frais engagés !

Elle cria à la surfacturation mais, plus grave, à la fausse facturation pour justifier cette attitude surprenante.

Bien plus, elle exprima son intention de remettre en cause toutes les décisions précédentes relatives à cette question, considérant sans motif ni justificatives, tous les paiements illégaux.

Pire encore, prenant des «prérogatives» que ne saurait détenir une banale société commerciale, fusse-t-elle publique, et sur simple demande, elle provoqua la mise sous interdiction bancaire d'IBC par la Banque d'Algérie, le tout malgré la mainmise totale et absolue qu'elle avait sur cette société commune.

Depuis cette décision, la société IBC est quasiment paralysée, et nul ne se soucie des importantes dépenses avancées par les sociétés Pharaon et CTI.

Pour répondre aux arguments fallacieux et surtout couper court aux véritables desseins de ceux qui avaient pour mission de saborder ce partenariat, ainsi que pour dépasser cette situation de blocage, les sociétés Pharaon et CTI crurent devoir suggérer une sortie de crise en proposant :

1) De faire appel à une expertise internationalement reconnue pour vérifier la conformité du montant et la

réalité des réparations effectuées sur les trois navires. Le choix du cabinet ou de la société d'expertise se fera par IBC (donc Cnan) sur la base de trois sociétés au choix de Cnan.

Les conclusions de la société d'expertise seront opposables à toutes les parties.

... que peut-on faire de mieux ?

2) Le rachat par Cnan des actions d'IBC détenues par les autres partenaires.

3) Le rachat par les autres partenaires des actions détenues par Cnan dans le capital d'IBC.

Aucune suite n'a été réservée à cette proposition.

Devant cet immobilisme voulu, les sociétés Pharaon et CTI décidèrent de confier cette expertise à la Salvage Association (BTM & Offshore Survey Ltd), autorité maritime internationale.

Les conclusions de cet organisme de référence furent sans appel, les montants et les réparations sont réels et parfaitement conformes aux bonnes pratiques usuelles maritimes.

Il va sans dire que les dirigeants de la Cnan ignorèrent tout simplement le rapport déposé par cette institution, mais pour faire bonne figure opposèrent, au nom de la souveraineté nationale sans doute, le choix d'un cabinet d'expertise «en Algérie», inconnu et sans référence.

C'est dans ces conditions et dans l'espoir d'une réelle sortie de crise que les sociétés Pharaon et CTI réitérèrent leur première proposition, espérant qu'avec le recours à une société d'expertise de renommée internationale choisie par la Cnan, leur partenaire finira par entendre raison et sera convaincu de la justesse de leur position... mais en vain.

Faisant fi de la situation de léthargie dans laquelle fut plongée IBC depuis plusieurs années, et se basant sur une pseudo-expertise réalisée unilatéralement par le cabinet d'expertise local ci-dessus visé, sans examen réel des travaux effectués, ni d'une vérification sur pièce, la nouvelle direction de Cnan (une autre, la troisième en trois ans) décida purement et simplement par un rapport diffamatoire et injurieux en date du mois de mars 2010 du rejet de toutes les factures concernant la réparation des trois navires, au motif de la non-conformité des réparations aux règles universellement admises dans le domaine maritime !

Il va sans dire que tous les griefs visés dans ce rapport étaient sans fondement, ce qui fut pertinemment démontré par le courrier adressé en date du 8 avril 2010, et c'est ainsi et une fois de plus que, pour mettre un terme définitif à ce contentieux inutile et contre-productif pour toutes les parties et qui paralyse une importante société maritime depuis plus de trois ans, une ultime proposition a été notifiée au groupe Cnan comme suit :

- Dissolution et liquidation à l'amiable d'IBC.
- Rachat par Cnan des

actifs/actions détenus par la partie Sté Pharaon/et Sté CTI/Laradji.

- Rachat par les sociétés Pharaon et CTI des actifs/actions du groupe Cnan.

Encore une fois, peine perdue, cette proposition de sortie de crise fut rejetée par Cnan qui décida de tourner le dos à toutes tentatives de règlement dans l'intérêt des parties.

En raison de cette situation de blocage et à défaut de trouver une solution à ce différend, les sociétés Pharaon et CTI furent contraintes de recourir à la seule juridiction compétente pour connaître du contentieux — la Chambre de commerce internationale (CCI) à Paris, et ce, conformément tant au contrat de cession d'action que des statuts de la société.

Pour soutenir davantage sa position juste et légitime, il est utile de rappeler que les sociétés CTI et Pharaon en plus de l'expertise réalisée par Salvage Association, sollicita une seconde expertise auprès de la société TECHNITAS (Bureau Veritas).

Il va sans dire que cette dernière après des investigations approfondies a conclu par trois rapports pour chaque navire à la parfaite conformité des travaux de réparation exécutés et les comptes y relatifs parfaitement justifiés.

Cette expertise a été versée aux débats lors de la procédure d'arbitrage par-devant le tribunal arbitral auprès de la CCI, qui rendra sa décision incessamment.

En tout état de cause, quelle que soit la sentence qui sera rendue, aucune des parties n'y gagnera ... Il y aura cependant un grand perdant...

Telle est la substance du contentieux IBC que d'aucuns veulent en faire un scandale dans lequel serait impliqué un grand homme d'affaires saoudien.

En quoi Monsieur Pharaon peut-il être concerné en tant que personne par un dossier «Cnan» avec lequel il n'a aucun rapport ?

En quoi la société dans laquelle Monsieur Pharaon n'est même pas associé, doit être concernée par les actes de gestion de ceux-là mêmes qui sont à l'origine de tous les déboires de ce partenariat ?

Laquelle des deux parties est redevable à l'autre, n'est-ce pas les sociétés Pharaon et CTI qui ont suppléé à tous les frais de réparation objet du différend, n'ont-elles pas tenu tous leurs engagements dans le cadre de ce partenariat ?

Comment ne pas comprendre que la tentative d'impliquer Monsieur Pharaon dans cette affaire n'est qu'une réaction à la procédure d'arbitrage à laquelle ont été contraints les malheureux partenaires de la Cnan ?

Ces questions trouveront certainement des réponses lors de la procédure initiée par-devant la justice algérienne à laquelle Monsieur Ghaith Rachad Pharaon fait pleinement confiance.

Maître Ammar Abou Namous,
avocat